

Balance ton emprunt toxique, c'est l'atelier qu'ont animé les militants des Collectifs pour un audit citoyen de la dette publique, les CAC de Dijon, Grenoble, Nîmes et Vichy lors de l'Université rebelle de solidaire.

Rebelles ils le sont : ils refusent de payer sans réagir une dette qui n'est pas la leur, de plier devant les agissements des banques, jamais à court d'un mauvais coup contre les contribuables, alors même qu'en 2008 ce sont les contribuables qui les ont sauvées de la faillite.

Dans les années 2006/2007 elles ont fourgué à un grand nombre de collectivités locales, d'hôpitaux, d'organismes sociaux des prêts à taux variable, des prêts à risque, à l'image des subprimes, et de fait les emprunts sont rapidement devenus toxiques sur fond de crise financière de 2008. Les intérêts s'envolent, la dette explose.

Pas question pour les centaines de collectifs qui vont se créer à ce moment là de laisser faire.

Leur outil : conduire des audits citoyens, c'est à dire à l'examen de ces dettes qu'on leur enjoint de payer sans discuter, répondre à des questions très simples : qui les a contractées ? auprès de qui ? à quelles conditions ? pour faire quoi ? et les réponses ont mis au grand jour de véritables scandales :

Qui ? A Dijon, c'est Rebsamen, à Grenoble, c'est Migaud, sûrement de grands naïfs qui se sont fait abuser !!

Pour faire quoi ? A Grenoble, 2006 rappelez vous, c'est la grande bagarre militante contre la construction du stade des Alpes.

Quant aux conditions : le risque de prêt (assumé en principe par les banques) ce risque est transféré aux emprunteurs, beau tour de passe-passe. Les taux d'intérêt grimpent dangereusement. De nombreuses collectivités vont alors attaquer les banques devant des tribunaux administratifs. Certaines sont toujours dans la bagarre judiciaire, mais l'immense majorité plie lorsque le gouvernement va à nouveau venir au secours des banques : loi 2014. Pour sortir de ces emprunts pourris, elles vont alors déboursier des sommes délirantes. Pour la Métropole Grenoble/Alpes/Dauphiné, c'est un trou de 50M dans son budget ...alors qu'il restait seulement à rembourser. 50 M, au profit de Dexia et autant de perdu pour les investissements : les banquent se sucent : aux contribuables la note salée. Et surtout pour pouvoir s'en sortir, elles vont renoncer à toute action judiciaire.

Sauf à Dijon, Nîmes, Grenoble, Vichy où les citoyens reprennent le flambeau. Bien décidés à garder ce droit de contrôle des affaires publiques. Les actions sont en cours.

Université rebelle et solidaire : la solidarité les 3 contribuables de la Métropole GR/Alpes /Dauphiné vont en avoir un besoin pressant dès maintenant : ...

Ils vous attendent nombreux le 6/9 à 10h devant le TA de Grenoble pour les soutenir. Il n'y a pas de fatalité à plier devant les agissements voyous des banques. Une loi a été votée à l'Assemblée Nationale en 2014 au profit des banques. Une autre loi pourrait la défaire. C'est tous ensemble qu'il faut mettre à mal TINA, le fameux « There is no alternative » de Thatcher et Reagan. Nous comptons sur vous.

M Claude Carrel pour le CAC38